

la couche d'ozone continuait de s'agrandir et un autre trou avait été repéré au-dessus de l'Arctique.

Dans un élan écologiste, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher décida donc d'organiser deux rencontres à Londres afin de renforcer le protocole de Montréal. À la première, qui s'est tenue au mois de février, l'an dernier, on a convenu de la nécessité d'accélérer le calendrier. Cette rencontre a été suivie d'une conférence à Helsinki, où l'on s'est rendu compte qu'il était indispensable de partager le fardeau, si l'on voulait que de grands pays en développement, comme l'Inde et la Chine, signent le document. Ces deux pays entendent répandre l'utilisation de réfrigérateurs, pour qu'au moins tous les villages puissent conserver convenablement des fournitures médicales. Pourquoi devraient-ils revoir leurs plans à cause d'un appauvrissement de l'ozone causé presque entièrement par les pays industrialisés ? Pourquoi devraient-ils payer cinq ou six fois plus cher des produits de remplacement des CFC moins efficaces que ceux-ci ? Ils se le demandaient.

En juin de cette année, à la seconde rencontre londonienne, on en est donc arrivé à une proposition portant sur la création d'un fonds destiné à aider le monde en développement à se passer des CFC. La Maison-Blanche a commencé par rejeter l'idée, par crainte de créer un précédent pour un fonds bien plus important destiné à lutter contre le réchauffement planétaire. Après les fortes pressions exercées par les autres puissances industrialisées, les États-Unis ont accepté l'ouverture d'un fonds doté de 240 millions de dollars américains pour les trois premières années. Si la Chine et l'Inde signaient le protocole, comme elles le feront certainement, cette somme passerait à environ 320 millions de dollars.

LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES, LE FONDS SERVIRA principalement à évaluer les besoins des pays en développement. Après cette période, il aidera à financer l'acquisition des techniques d'emploi (et peut-être de production) des produits de remplacement des CFC, les HCFC (halochlorofluorocarbones), dont l'utilisation semble moins dangereuse pour la couche d'ozone, bien qu'ils restent des gaz à effet de serre intense. Certaines personnes ont critiqué cet arrangement en faisant valoir que les experts techniques qui ont participé aux discussions sont en grande majorité des spécialistes de la chimie et non de la réfrigération et qu'ils ont donc négligé la possibilité de recourir à d'autres produits réfrigérants potentiels comme le propane ou le butane, qui ne contribuent pas au réchauffement de la planète. Néanmoins, la rencontre de Londres constitue un immense pas en avant pour ce qui est de répondre aux besoins particuliers des pays en développement.

Le succès des négociations sur la couche d'ozone ouvre la porte à des progrès sur la question bien plus difficile du réchauffement planétaire. À la Conférence de Toronto, on a recommandé de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère de 20 p. 100 d'ici l'an 2005, pour arriver, on l'espère, à en stabiliser la propor-



Michael McPoline

tion dans l'atmosphère. Pour cela, il faudrait diminuer de moitié au moins la consommation actuelle des combustibles fossiles. Même si les pays industrialisés développés prenaient des mesures draconiennes pour réduire leurs émissions de gaz provoquant l'effet de serre, les projets de l'Inde et de la Chine, qui comptent multiplier le nombre de leurs centrales électriques alimentées au charbon, annuleraient ces gains. À elle seule, la Chine prévoit de construire 200 de ces centrales.

Voilà qui donne une grande force aux pays en développement dans la formulation du contrat dit mondial ou, plus précisément, comme M. Jim MacNeill, de l'Institut de recherche politique, le souligne, d'une série de petits contrats conduisant à un contrat plus vaste. Or, comme le montrent les préparatifs de la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, qui doit avoir lieu au Brésil en 1992, le tiers-monde entend se servir de cet atout pour attirer l'attention sur les problèmes prioritaires que sont pour lui le commerce, la dette et le besoin d'une croissance économique, en échange de mesures pour lutter contre les changements climatiques.

LE CALENDRIER DE NÉGOCIATION DE CETTE SÉRIE d'accords est maintenant bien défini. Il revient au monde développé de faire les premiers pas et de prendre un ensemble de décisions unilatérales visant à réduire les émissions de gaz entraînant l'effet de serre. Certains pays ont déjà pris de tels engagements. La République fédérale d'Allemagne a récemment déclaré que, d'ici 2005, elle réduirait les émissions ouest-allemandes de CO<sub>2</sub> de 25 p. 100 par rapport aux quantités de 1987. Le Royaume-Uni a promis un gel de ses émissions dans les mêmes délais et les Japonais, d'ici la fin du siècle. Bien que la politique canadienne soit confuse sur ce point, M. de Cotret, le ministre de l'Environnement par intérim, a lui aussi promis un gel des quantités émises d'ici la fin du siècle.

Tous ces pays ont conclu que non seulement ces politiques sont techniquement applicables, mais que, dans la plupart des cas, elles accroîtront la compétitivité internationale et feront réaliser de grosses économies dans les dépenses énergétiques. L'exception vient des États-Unis où le président Bush a déclaré dans une conférence de presse qui suivait le sommet de Houston que lutter contre les émissions équivaldrait à supprimer quantité d'emplois. Aucun des autres dirigeants ne partageait son avis.

La deuxième partie du contrat consiste à créer des mécanismes qui permettent aux pays en développement de poursuivre des formes plus durables de développement qui apportent emplois et revenus aux pauvres sans accroître massivement les émissions de gaz provoquant l'effet de serre. Il s'agirait, entre autres, de faciliter les transferts de technologie pour les techniques non polluantes; d'alléger l'endettement, peut-être en troquant des dettes contre des mesures écologiques, ce qui débloquerait des sommes considérables pour des programmes de reboisement visant à absorber une partie du carbone de l'atmosphère; et, finalement, de créer le type même de fonds que le gouvernement de M. Bush redoutait se voir

demander en acceptant la création du fonds pour les CFC, à Londres.

Ce nouveau fonds devrait être assez important au regard des normes internationales habituelles (entre 20 et 40 milliards de dollars américains par an, selon des estimations néerlandaises), mais insignifiant comparé aux dépenses mondiales d'armement. Il semble que l'on ait proposé, à Houston, un fonds initial de 2,5 milliards de dollars, mais que le chancelier allemand Kohl, son principal défenseur, n'ait pu vaincre les objections de son hôte américain.

IL EXISTE DE NOMBREUSES INSTANCES AUXQUELLES on peut confier la gestion de ce fonds. En novembre, la Conférence sur le climat mondial se réunira à Genève. Une «convention cadre» sur le changement climatique pourrait être discutée à cette occasion. La controverse, en l'occurrence, oppose ceux qui, comme les Allemands, sont partisans d'une convention comportant des engagements précis quant à la limitation des gaz causant l'effet de serre et aux arrangements relatifs aux transferts de technologie, et ceux qui préfèrent une «coquille vide» contenant un engagement général visant à s'occuper du problème et à régler les détails plus tard. Ce dernier groupe est apparemment conduit par les États-Unis, mais il est possible que d'autres pays pensent de même et soient contents de laisser les Américains porter le blâme.

Il se peut fort que le dénouement de cette affaire survienne au Brésil, à la Conférence de 1992, au cours de laquelle les optimistes espèrent qu'une convention sera soumise à la signature des États. La portée de cette convention dépendra probablement des retombées du sommet de Houston, dont on saura alors s'il a déclenché le changement attendu de longue date dans les rapports de puissance économique. Le chancelier Kohl et, dans une moindre mesure, les autres dirigeants européens, semblent déterminés à aboutir dans un proche avenir à des progrès réels en matière de changement climatique. Il serait intéressant de voir ce qui arriverait si six participants au sommet, peut-être entraînés par le Canada en tant que plus proche voisin des États-Unis, décidaient de créer seuls le fonds initial de 2,5 milliards de dollars. Après tout, il ne s'agit pas d'une grosse somme si l'on songe que c'est peut-être l'avenir de la planète qui est en jeu. □